

Objektyp: **Issue**

Zeitschrift: **Éducateur et bulletin corporatif : organe hebdomadaire de la Société Pédagogique de la Suisse Romande**

Band (Jahr): **102 (1966)**

Heft 26

PDF erstellt am: **22.07.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Organe hebdomadaire
de la Société pédagogique
de la Suisse romande

éducateur

et bulletin corporatif 396

Séminaire de Chexbres 1966



Les discussions
continuent...

Une brochure contenant les textes complets des exposés du Séminaire de Chexbres peut être obtenue auprès du

Centre d'information et de public-relations (CIPR)
15, rue Pierre-Fatio,
1211 Genève 3

(Parution en août.)

éducateur

Rédacteurs responsables :

Bulletin: G. WILLEMIN, Case post. 3, 1200 Genève-Cornavin, tél. (022) 33 49 66

Educateur: J.-P. ROCHAT, Direction des écoles primaires, 1820 Montreux, tél. (021) 62 36 11

Administration, abonnements et annonces :

IMPRIMERIE CORBAZ S. A., 1820, Montreux,

Avenue des Planches 22, tél. (021) 62 47 62

Chèques postaux 18-379.

Prix de l'abonnement annuel :

SUISSE Fr. 20.- ; ÉTRANGER Fr. 24.-

Ecole de qualité ou école de quantité? Le point de vue d'un pédagogue



MM. L. Pauli et F. Barbay

Exposé (résumé) de M. Laurent Pauli, codirecteur de l'Institut des sciences de l'éducation, Genève

Dans un monde qui change avec une rapidité dont nous sommes à peine conscients, il est normal et heureux que l'on s'interroge sur l'école d'autant plus qu'elle n'a guère évolué chez nous depuis 120 ans, c'est-à-dire depuis le moment où l'enseignement est devenu obligatoire.

L'alternative, thème de notre rencontre, peut présenter deux aspects :

- L'école de qualité, c'est, pour beaucoup, l'école que nous avons suivie, l'école de papa et de grand-papa, et qui, en la comparant à l'école d'aujourd'hui, fait regretter qu'elle ait si mal évolué : de la petite école, on a passé à l'école de masse, masse due aux efforts faits pour la démocratisation des études, la première étant l'école de qualité opposée à l'école de quantité. Mais on peut aussi opposer la qualité du travail, la qualité des méthodes à la quantité des matières enseignées, dans une école qui tend à l'encyclopédisme.

Si on compare l'école du passé qu'on regrette et la masse actuelle des élèves, ce problème de quantité ne touche pas l'école primaire, école obligatoire, où le nombre des enfants est donné en somme par les courbes de natalité. Par exemple, le nombre des naissances en Suisse ayant, en 1940, augmenté de 40 %, les effectifs de l'école primaire ont suivi exactement cette évolution ; mais le déplacement des populations joue aussi son rôle et, à Genève, les effectifs ont quadruplé. Mais le problème de l'école de masse se pose dans l'école secondaire et à l'université où la démocratisation des études, quoique bien imparfaite, amène des flots d'élèves. Comme, en Suisse, nous ne disposons d'aucune statistique valable en matière scolaire, il faut examiner les pays étrangers, et on constate qu'un Suisse a une fois et demie moins de chance qu'un Français de faire des études, il en a moins qu'un Belge et trois fois moins qu'un élève en URSS. Mais, même si cette démocratisation est imparfaite, elle pose déjà bien des problèmes, dans bien des milieux, on la regrette, sans oser le dire ; on regrette les petites classes où se retrouvait dans un milieu connu la même société et on affirme et craint le nivellement par le bas. Or, le processus est irréversible et, dans les prévisions faites en Belgique dont les structures scolaires sont semblables aux nôtres, on peut établir que

le nombre des étudiants dans les universités suisses doublera dans les dix années qui viennent. Et si dans une récente causerie à la radio, un doyen de la Faculté de médecine de Genève annonce qu'on va refuser des étudiants, il trahit deux choses : un défaut d'organisation, mais surtout le regret de voir s'augmenter le nombre des étudiants.

Est-ce que l'école secondaire, du fait de l'augmentation des élèves, subit actuellement un nivellement ? Une enquête à Neuchâtel sur les épreuves de baccalauréat de 1930 à 1965 montre que nombre d'avocats, de médecins, d'ingénieurs ne réussiraient pas, sans aucun doute, le bachot qu'ils ont passé en 1930. Et c'est surtout vrai pour les épreuves de mathématiques et de langues vivantes.

De plus, chez les plus anciens d'entre nous persiste le souvenir d'heures dans les écoles secondaires d'autrefois au cours desquelles on s'amusait, et où on ne faisait rien. Aujourd'hui, il y a de temps en temps des professeurs chahutés, mais les professeurs dont l'enseignement était nul ont disparu : ils seraient liquidés par les élèves eux-mêmes avant que les directeurs d'école aient le temps d'intervenir.

Donc, il n'y a pas de nivellement et, pour les écoles primaires, il n'y a aucune preuve qu'elles travaillent moins bien maintenant qu'elles ne travaillaient il y a 20 ou 30 ans. Un document d'orthographe, notre seul document, montre qu'en tout cas l'orthographe des élèves n'a pas baissé par rapport à celle de leurs aînés.

Un autre document encore : les épreuves fédérales de mathématiques montrent que, depuis 1925, leur difficulté n'a cessé d'augmenter.

Qu'en est-il à l'Université ? Celle-ci s'est mal adaptée et n'a pas prévu ce qui allait arriver. En voyant les effectifs de l'enseignement secondaire augmenter depuis 1950, il était facile de voir que dès 1958 l'Université recevrait un tiers d'élèves de plus. Il suffisait de consulter les publications de l'Office fédéral de statistiques, la seule chose que nous connaissions en Suisse. Si bien que le jour où les nouveaux élèves se sont présentés, l'Université n'était pas préparée, d'où un certain désarroi, une absence d'équipement et une insuffisance de locaux dont souffrent professeurs et étudiants.

On constate aussi que l'Université n'est pas moins exigeante aujourd'hui qu'autrefois : la proportion des échecs lors des examens de premier ou deuxième degré de médecine est restée la même. Le directeur de l'Ecole polytechnique de Lausanne s'effraie en constatant qu'il y a 30 % d'échecs dans cet établissement. Donc, l'Université n'a pas cédé, elle demeure exigeante.

Il y a certes, à l'Université comme dans l'enseignement secondaire, une perte : le contact professeur-élève disparaît en face des grands auditoires. C'est une perte quant au caractère, quant à la formation de l'homme, mais pas quant aux valeurs intellectuelles strictes. Pour retrouver la possibilité du dialogue, une seule solution : multiplier les postes de professeurs ; cela pose le problème des locaux, le problème des finances. On dit que l'économie contribuerait autant à l'éducation qu'elle ne contribue actuellement à sa publicité. C'est souhaitable, mais pas certain.

Des échecs à l'Université posent le problème du gaspillage, de finances comme de matière grise, car un individu qui échoue à 22-23 ans a beaucoup de peine à retrouver sa place dans la société et c'est une valeur perdue par un pays qui, comme le nôtre, a la matière grise comme seule matière première.

* * *

Passons au deuxième sens de l'alternative : la qualité de l'enseignement opposée à la quantité de matières à enseigner. Nul doute qu'il nous faille une école de qualité ; non pas une école qui ajoute aux matières anciennes des matières nouvelles ou d'une école qui court le risque de former l'homme de demain selon les conceptions du début de ce siècle. Les méthodes doivent évoluer. M. Philibert, maître assistant à la Faculté des lettres de Grenoble, déclarait en avril 1966 ce qui suit :

« La vertu d'un bon enseignement est de stimuler ou de préserver et d'armer l'appétit d'apprendre. Le nôtre l'étouffe chez la plupart de nos élèves. Qu'ils quittent l'enseignement à quinze ou à vingt-cinq ans, la plupart en ont fini avec l'étude, dont ils ont perdu le goût... »

Ils ne soupçonnent ni la nécessité, ni l'intérêt de la poursuivre au-delà de l'école.

Les scolarités secondaires et supérieures se sont généralisées et allongées sous la pression, en apparence, de l'accroissement du savoir. En réalité, le phénomène n'a pris l'ampleur qu'on lui voit qu'à la faveur d'un postulat implicitement admis : il paraît aujourd'hui évident, il est en réalité fort récent dans l'histoire de l'éducation et très contestable. On suppose que l'école (incluant l'Université) peut et doit fournir à tous les enfants, à tous les adolescents, et une fois pour toutes, les connaissances nécessaires à la vie. Partant de ce principe, l'accroissement constant de la masse du savoir utile a entraîné l'inflation démentielle des programmes scolaires et, par suite, pour une masse croissante d'élèves, l'allongement continu de la scolarité. Ce préjugé tend à s'entretenir par ses effets : plus la scolarité s'allonge, plus la prolifération des programmes la rend indigeste et plus aussi le dégoût de l'étude se fait sentir, plus la contrainte s'y appesantit qui entretient autant qu'elle les contient les réactions de révolte ou d'indifférence des adolescents : ils aspirent à sortir du tunnel, à quitter l'école, pour vivre enfin. Raison de plus, croit-on, pour les bourrer de tout ce qu'ils refuseront d'apprendre quand ils ne seront plus contraints de le faire. Ainsi se boucle un cercle vicieux... »

Ce texte nous concerne aussi. Valéry ne disait-il pas : « Les préoccupations dominantes semblent être de donner aux enfants une culture disputée entre la formation classique et le désir naturel de les initier à l'énorme développement des connaissances et des activités modernes ».

Tantôt une tendance l'emporte, tantôt l'autre. Mais la question essentielle est : Que veut-on ? Il faudrait se représenter l'idée de l'homme dans le milieu où il vivra.

Dans trois de nos cantons, Genève, Vaud et Neuchâtel, on a procédé à des réformes scolaires. On s'est essayé à un juste équilibre, assez classique mais tenant compte tout de même des activités modernes. Mais a-t-on pensé que l'élève actuel atteindra sa pleine force et capacité de rendement en l'an 2000 ? On s'est contenté de reprendre ce qui a été fait, avec, ci et là, quelques idées nouvelles, mais les choses ont très peu changé.

Il s'agirait de penser à l'avenir, de prévoir l'école pour l'homme de l'an 1980, de l'an 2000, mais nous ignorons les connaissances dont il aura alors besoin. Nous savons seulement que nous avons besoin d'hommes capables de remaniements périodiques, ayant des capa-

cités d'initiative, d'imagination, ayant pris conscience de la **solidarité planétaire**, avec les contraintes qu'elle suppose. Des hommes capables de se remettre constamment à l'étude avec la conscience que l'éducation est désormais permanente... « Les élèves d'aujourd'hui doivent être entraînés à être intelligents » (L. Armand). Cela signifie que nos structures, nos programmes, nos méthodes soient repensées dès l'école primaire dont le rôle est décisif, car elle reste le centre capable de décider totalement de l'avenir de chacun de leurs élèves.

Pour les structures, nous allons au-devant d'une évolution irréversible avec une école primaire de base, de 6 à 12 ans, suivie d'une école secondaire polyvalente pour tous — sauf élèves inadaptés mentalement ou handicapés. Cette école secondaire doit être à l'échelle humaine, c'est-à-dire qu'elle aura au maximum 600 élèves, chacune avec un directeur autonome.

Il faut insister sur son **aspect polyvalent**. Il faut créer ces écoles polyvalentes où tous les élèves de 12 à 16 ans se trouvent dans le même bâtiment quelle que soit leur orientation ; c'est une préparation à la solidarité que cette réunion et non les divisions actuelles.

Les instituteurs, spécialement préparés, devraient avoir accès à cet enseignement et il importe qu'il y ait alors contact entre instituteurs et maîtres secondaires, ce qui permettrait de tout fructifier et vivifier (exemple des lycées belges polyvalents).

Dans les **programmes et les méthodes**, il faut avoir l'audace de les débarrasser des scories, car il y a des matières qui n'existent plus qu'à l'école primaire, et souvent, la présence de ces scories s'explique par les exigences que les écoles complémentaires demandent à leurs apprentis : des choses ahurissantes en mathématiques que jamais un ingénieur, ni un technicien, ni un apprenti, ni un patron ne rencontreront dans la vie pratique. Il faudrait donc qu'il y ait discussion entre les patrons d'une profession et l'école pour réfléchir à ce qui est nécessaire et éviter à l'école de traîner un bagage parfaitement inutile.

Ce qui est gênant, c'est qu'en matière de pédagogie, nous ne savons pas travailler scientifiquement. Il faudrait des essais, des expériences contrôlées, des recherches qui s'organisent maintenant dans chaque canton, avec des moyens financiers très limités. C'est assez ironique et très choquant que, pour le domaine le plus fondamental de l'avenir d'un pays, on ne dispose pratiquement d'aucun crédit de recherches. C'est un problème, car, sans argent, nous ne pouvons faire de notre école une école de qualité et ne peut donner à nos programmes et à nos méthodes des bases sûres.

Nous devons donc apprendre à nos élèves à être intelligents, cela fait sourire, car nous avons une idée statique de l'intelligence. Cependant, un grand nombre d'expériences dans ce sens ont été faites dans les pays anglo-saxons, mais nous les ignorons et personne ne prend la peine de nous en informer. Deux de ces expériences sont caractéristiques et montrent ce qu'on peut réaliser ; on peut créer un enseignement qui entraîne ses élèves à devenir intelligents, qui s'efforce d'atteindre non pas à la matière et à la quantité de matière, mais à mettre en évidence le raisonnement. On constate que les élèves les moins doués sont ceux qui ont le plus profité de l'expérience. Il y a donc quelque chose à faire, mais pour cela, il faut repenser nos méthodes.

Un autre exemple : le problème de la lecture. On forme dans chacun de nos cantons romands des logopédistes, et on les forme à grands frais, pour réparer les dégâts dus à un apprentissage défectueux de la lecture. Ce n'est pas la faute des enseignants car leur a-t-on vraiment enseigné à apprendre la lecture ? Des ouvrages existent pourtant sur ce sujet, mais on continue à former les maîtres comme d'habitude.

Un dernier exemple : celui des classes pré-professionnelles neuchâteloises dans lesquelles on a créé, pour des classes sélectionnées à rebours, un programme de mathématiques modernes conçues dans un esprit moderne, et ce programme passa contre toute attente, bien qu'il s'élevât contre tous les manuels y compris les derniers en réserve.

L'expérience avance, ces classes sélectionnées à rebours arrivent à leur quatrième année et les résultats obtenus dans cette quatrième année ou à la fin de la troisième année sont absolument étonnants. Les élèves de ces classes pré-professionnelles connaissent **pratiquement** la géométrie plane et savent effectuer toutes les constructions fondamentales que leurs camarades de « scientifique » ou de « classique » auront appris suivant les méthodes habituelles. Mais nous avons adapté les méthodes, nous sommes partis d'expériences faites par les élèves. Tous ces élèves calculent à la règle avec une grande rapidité.

L'avenir pour nos écoles c'est évidemment la recherche à l'échelon romand. C'est ridicule de créer trois instituts de recherche qui manqueront de crédits. Une collaboration à l'échelon romand est indispensable et il faut informer les maîtres sur toutes les données que nous possédons. Si l'on appliquait dans l'Ecole le dixième des découvertes faites par Piaget, il y aurait déjà une petite révolution ; seulement on ne le connaît pas, car dans notre pays on ignore les travaux du plus grand psychologue de l'époque : Piaget, un Suisse qui vit en Suisse alors que l'Angleterre lance une expérience maintenant avec 800 écoles où elle essaie systématiquement d'appliquer les idées de Piaget. Ce qui est indispensable, c'est l'information du corps enseignant et de nouveau à l'échelle romande. En Suisse romande, un élève sur deux ne finit pas la scolarité, et dans ce pays où on gaspille le potentiel humain de telle manière, on pourrait valablement consacrer des crédits suffisants à la formation, à la re-formation, au re-cyclage des enseignants.

Ce qui nous manque à tous, c'est précisément cette possibilité de se reformer, de revenir à l'école, d'être informé sur ce qui se passe.

Discussion à la suite de l'exposé de M. L. Pauli

M. Bloch (directeur de Camille Bloch S.A.) se rend compte que les enseignants ont les mêmes problèmes que les industriels (le manque de statistiques, par exemple, la difficulté de faire des prévisions). M. Bloch est aussi d'avis qu'il faut parler d'école de qualité et d'école de quantité. Le problème est celui de la qualité et les moyens d'y arriver. Il faut aujourd'hui une formation permanente. L'école devrait former l'élève dans le sens de cette formation permanente pour qu'il n'y perde pas goût. Les élèves doivent être « motivés » pour qu'ils fassent d'eux-mêmes ce que l'on attend d'eux.

M. Schwaar. L'école actuelle reste assez abstraite. Les associations professionnelles se plaignent aujourd'hui

de ce que les élèves ne veulent plus travailler manuellement. C'est un problème angoissant. Il faut aussi des cadres dans les métiers. Il n'y a pas une élite mais des élèves.

M. Pauli. Notre enseignement n'est en effet pas assez « motivé ».

Il n'y a pas de doute que notre école est abstraite, même notre école primaire et que toute la tendance qui consiste à valoriser les facultés abstraites nuit au recrutement et à l'évolution des professions manuelles.

L'orientation est toujours à sens unique : on va d'une section qu'on juge forte à une section qu'on juge faible, donc par avance on dévalorise les professions manuelles. Rendre un élève aussi intelligent qu'il devrait l'être, cela ne signifie pas une intelligence abstraite, mais une intelligence dans un domaine qui est le sien, selon ses aptitudes. Et les aptitudes manuelles sont aussi valables que les aptitudes intellectuelles.

Il y a incontestablement un effort à faire à l'école et qui doit apparaître par certaines innovations comme par exemple l'introduction dans une semaine d'école des heures de laboratoire même au niveau primaire (expérience anglaise) et l'on développe ainsi des facultés qui ne sont pas seulement intellectuelles. Mais il faut renoncer à appliquer à tout le monde les mêmes méthodes. Dans les écoles les mêmes programmes sont appliqués à tous quel que soit le niveau et la durée envisagée des études, on donne les premiers éléments et non pas ce qui pourrait former un ensemble. Il faut utiliser l'habileté manuelle des élèves pour qu'ils n'aient pas d'attitude négative vis à vis d'un métier manuel. Quant aux statistiques : nous avons un besoin urgent de savoir où se trouvent les élèves et comment ils se répartissent par classes d'âge. Ces statistiques existent en Allemagne et en France mais pas en Suisse.

M. Massarenti. On avait toujours jusqu'à présent des discussions en vase clos entre pédagogues. On commence maintenant à avoir une sorte d'échange très utile avec les industriels.

Il faut insister sur la qualité car c'est un des termes qui peut être modifiable et notamment par un dialogue avec l'industrie. S'il fallait préparer les enfants en fonction des exigences de l'artisanat, de l'industrie et du commerce, il nous faudrait 10 ans.

Le dialogue avec les professions est indispensable car il y a de grandes constantes qui se font jour et les pédagogues pourraient se préparer en fonction de ces constantes qui se résument à 10 ou 15 items bien précis. Il faudrait d'un autre côté que les examens soient basés également en fonction de ces items qui ont été pré-déterminés.

En ce qui concerne la difficulté de trouver des travailleurs valables pour les métiers, cela vient de la démocratisation (gratuité jusqu'à la fin de la scolarité obligatoire) des études.

Le recrutement se limite souvent à des élèves qui n'ont pas le niveau intellectuel suffisant et qui échouent aux examens théoriques.

Réponse de M. Pauli. Les épreuves dites d'intelligences qui donnent un quotient intellectuel « collent » les élèves ; si l'épreuve a eu lieu à 11 ou 12 ans, l'élève a son dossier en rapport avec le quotient intellectuel, et on n'admet aucune évolution. C'est un mauvais service que les psychologues nous ont rendus.

L'intelligence est dynamique, et il y a une évolution possible à condition d'enseigner autrement.

Nos épreuves dites d'intelligence sont toutes des épreuves scolaires ; il n'y a pratiquement pas d'épreuves qui ne se rapportent pas à des aptitudes intellectuelles, qui mettraient en évidence un autre aspect de l'intelligence.

L'orientation professionnelle, on classe les élèves en fonction d'un système. Or, c'est le système qui est faux. Il y a d'autres valeurs qu'il faut découvrir.

...
Système des « mentors » (Angleterre) : des maîtres, uniquement pour guider les élèves, donnent très peu d'enseignement, mais sont là pour orienter, c'est une des forces du système anglais par rapport à notre conception

M. Michelet. Il semble que la fonction principale de l'école est d'amener le maximum de gens à l'Université, aux études supérieures. Cette conception fait qu'on engage des gens dans des études pour lesquelles ils ne sont pas véritablement faits. Ensuite, les échecs, et les gens sont difficiles à replacer.

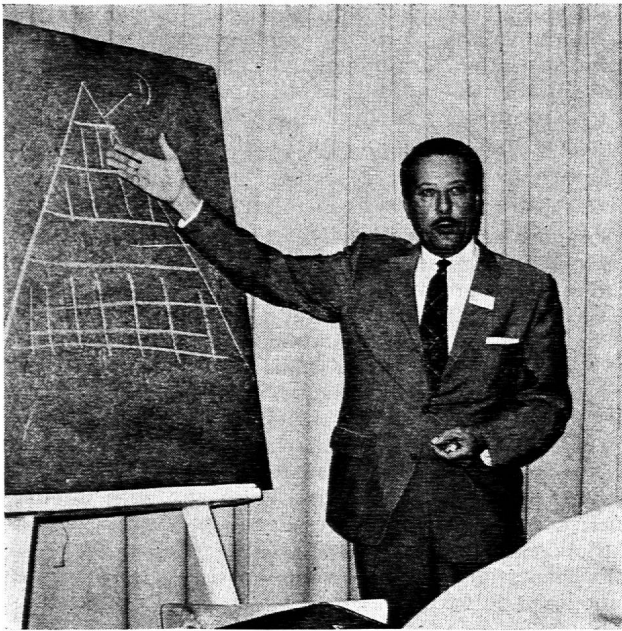
En Angleterre, par exemple, dans les « comprehensive schools » le système est différent, les sections ne sont pas aussi cloisonnées que dans notre système et il est laissé aux élèves, la possibilité d'organiser leurs études à partir d'un certain niveau en utilisant toutes les possibilités que peut offrir l'école pour s'adapter à leurs besoins propres.

M. Pauli. La collaboration est indispensable entre maîtres et élèves de différentes catégories d'école dans le même bâtiment. Actuellement ces contacts sont rares. Quant à la situation anglaise, elle est dans l'esprit anglo-saxon. Cela paraît difficile dans un avenir immédiat de la réaliser chez nous, où on est trop habitué à ces cloisonnements.

L'école dans la société industrielle: Le point de vue d'un syndicaliste

Exposé (résumé) de M. André Ghelfi,
secrétaire central de la FOMH, Berne

M. Pauli a parlé de l'école de papa ou de grand-papa. Je voudrais parler de la société de papa, de son changement, et de la nécessité pour l'école de changer aussi.



M. A. Ghelfi

M. Pauli a constaté : « N'oubliez pas qu'un élève sur deux seulement termine son cycle d'école obligatoire ». Transposée sur le plan économique, cette constatation montre que l'école est la plus mauvaise machine existante ; une machine qui ficherait en l'air le 50 % de ses pièces serait depuis longtemps envoyée au rebut, sous peine de faillite pour l'entreprise. Il y a là quelque chose qui ne joue pas, il faudrait diminuer ou supprimer un gaspillage aussi énorme.

L'école de papa correspondait assez bien à la société industrielle de papa, c'est-à-dire du siècle passé et du début de celui-ci. Société très structurée, ressemblant à la structure militaire, elle est caractérisée par son organisation en pyramide : en haut, un directeur, au-dessous quelques sous-directeurs, puis les chefs de service, les chefs d'ateliers et à la base la masse des ouvriers. Automatiquement, l'élite était le haut de la pyramide, tandis qu'au bas, au début de l'industrialisation, les ouvriers étaient essentiellement des paysans qui avaient quitté leur terre ; le nombre des travailleurs qualifiés ou semi-qualifiés était beaucoup plus restreint. L'école correspondait assez bien à cette structure, les élèves étaient formés rudimentairement et, par une sélection, les plus capables montaient sans trop de difficultés les échelons pour atteindre au sommet de la pyramide.

Mais, très rapidement, la société a évolué et on va jusqu'à dire que, dans la société industrielle moderne, la pyramide s'est renversée : des nuées de directeurs, un peu moins de sous-directeurs et très peu d'ouvriers en face de la machine.

En réalité, ce n'est plus une pyramide : la partie importante se situe dans le milieu de la construction et c'est là qu'on trouve la grande masse des gens capables de faire marcher l'économie.

Il est impossible aujourd'hui d'avoir un seul directeur qui sache encore diriger tout seul une grande entreprise, et les entreprises qui ont voulu maintenir de telles structures ont été dépassées par les événements. Aujourd'hui, on a besoin de plusieurs directeurs, de plusieurs cadres haut placés et d'un très grand nombre

d'ouvriers qualifiés. On envisage même la disparition complète de ceux qui formaient autrefois la grande masse des travailleurs, les manœuvres. Cela a une incidence profonde sur la première formation que reçoivent les travailleurs, leur formation scolaire ; l'école ne saurait vivre en dehors de ces réalités et elle doit, dans une certaine mesure, s'adapter à cette évolution. Pour autant qu'on puisse se faire une idée exacte de la situation — l'absence de statistiques dans notre pays est déplorable, en 1937, on comptait dans l'industrie des machines un employé commercial ou technique pour 7 ou 8 ouvriers. Aujourd'hui, un employé pour 2,8 ouvriers et même quelquefois, 1 employé pour 2 ouvriers.

Sur le plan général, l'évolution a des conséquences formidables sur la société et, bien entendu, sur l'école. Par exemple, depuis la guerre, une nuée d'inventions ont bouleversé notre vie : antibiotiques, le nylon et les fibres synthétiques, les transistors, les recherches spatiales, l'électronique, l'énergie atomique, et cette progression fantastique, qui d'ailleurs s'accélère, rend les problèmes de plus en plus complexes. La recherche ne peut plus être le fait d'hommes confinés dans leurs laboratoires et dans leurs bouquins ; elle est devenue toujours plus difficile et coûteuse et doit presque toujours se faire en groupe. Son coût est tel que l'Etat doit absolument intervenir ; aux Etats-Unis, soit dans le domaine militaire, soit dans le civil, le 70 % des capitaux fournis par le gouvernement s'en va directement à des instituts technologiques et à des universités. En Suisse, voyant ce qui se passe à l'étranger, l'industrie privée a voulu intervenir dans les domaines qui lui paraissent importants (Würenlingen), mais c'était trop tard et l'Etat a dû s'y intéresser financièrement. De même que chaque année, le Fonds national de la recherche scientifique s'augmente de millions, ce qui est tout de même bien insuffisant. De même, l'aide aux universités montre ce qu'il y a encore à faire pour garder le contact avec les pays les plus avancés.

D'autre part, nous allons vers l'ère des grandes entreprises ; c'est le temps des géants qui commence et cela représente pour notre pays un certain nombre de dangers et d'obligations qu'il faut surmonter si nous voulons rester dans la course.

Face aux grands, les petits disparaissent ; serons-nous à même de nous adapter ?

Une autre constatation doit préoccuper les pédagogues : la rapidité avec laquelle les idées nouvelles sont appliquées dans le monde. Il a fallu 112 ans entre l'invention de la photographie et sa vulgarisation, 56 ans pour le téléphone, 35 pour la radio, 15 ans pour le radar, 17 pour la TV, 5 pour le transistor et 13 pour le nylon.

Pour un homme de 50 ans, presque tout ce qu'il doit savoir a été découvert depuis la fin de ses études. L'école doit tenir compte de ces données.

* * *

En Suisse, le besoin de travailleurs est de plus en plus puissant, et nous faisons appel à l'étranger (29 nationalités différentes), mais demain on exigera d'eux un niveau professionnel plus élevé. On pense que bientôt un ouvrier, au cours de sa carrière professionnelle, devra faire trois fois une conversion, c'est-à-dire trois fois un apprentissage ; c'est l'éducation permanente. Cela suppose aussi que son éducateur doit tenir compte de ce phénomène ; sa formation devra donc

être complètement transformée ; la mobilité d'esprit, l'adaptabilité et l'efficacité compteront dans l'école de demain et non plus seulement les valeurs acquises. Le gaspillage qui est le fait de notre école actuelle doit diminuer dans de grandes proportions.

Malheureusement, l'école est un lieu de conservatisme un peu crispant. Un premier exemple est celui de l'étalement des vacances ; depuis que celles-ci sont devenues un phénomène social, on constate que beaucoup de gens en reviennent déçus : ils ont trouvé des contrées bourrées de touristes et où ils ont été mal logés, mal nourris, à des prix surfaits. Il faudra arriver à un étalement de ce temps de loisirs.

Le deuxième problème est celui de la semaine de cinq jours dans lequel l'école montre un conservatisme excessif. La famille, cellule de base de notre société, voit une partie de ses loisirs emprisonnée parce qu'on ne peut partir dans la nature le vendredi soir : les gamins doivent être à l'école le samedi matin. C'est très regrettable et c'est dépassé par les événements.

* * *

Je dois refuser l'alternative posée : « Ecole de qualité ou école de quantité ». C'est une fausse alternative. Pour nous, il doit s'agir d'une école de qualité et d'une école de quantité. Notre pays, plus que tous les autres, doit ressentir cette nécessité. Nous devons réformer nos méthodes d'éducation pour atteindre ces deux buts. Ce n'est pas une question de volonté ni d'option, mais c'est une **nécessité**.

* * *

En abordant les problèmes sociaux et humains concernant l'éducation des enfants, j'exprimerai le point de vue syndicaliste, mais beaucoup d'industriels le partageront. Il y a une première affirmation que je refuse : un manuel est synonyme d'inférieur, un intellectuel de supérieur, c'est-à-dire que les professions intellectuelles sont le fait de ceux qui ont réussi, les manuelles de ceux qui ont plus ou moins ou mal réussi. Or, dans le monde moderne, les manuels sont aussi indispensables que les intellectuels. Les médecins, par exemple, butent sur un certain nombre de problèmes qu'ils ont résolus, mais dont ils ne peuvent faire l'application parce que les outils nécessaires leur manquent. Il en est de même dans la recherche spatiale, et de plus en plus les savants feront des découvertes qui resteront en suspens s'ils n'ont pas les travailleurs manuels pour les mettre en application.

L'école doit donc donner des chances égales aussi bien à ceux qui se destinent aux carrières intellectuelles qu'à ceux qui se destinent à des professions manuelles, et celles-ci, il faut les revaloriser. Dans une enquête faite auprès des apprentis, à Delémont, près du 40 % de ceux-ci ont déclaré qu'ils auraient voulu faire autre chose que ce qu'ils font et le 30 % ne sont pas satisfaits de leur situation. Les causes en sont trop connues : ambiance défavorable des bureaux, déconsidération de la part des collègues employés, travail ingrat et monotone, difficultés scolaires, irrégularité des horaires de travail et heures supplémentaires. Il y a là un énorme gaspillage de vies et d'énergies mal utilisées.

Nos systèmes d'enseignement sont certainement souffrants, mais le plus urgent est l'établissement de liens réels entre l'école et le métier. Il n'est pas normal au-

jourd'hui qu'un grand nombre d'apprentis doivent entrer en formation professionnelle complètement démunis de toute information préalable et doivent y accomplir un métier qui ne leur plaît pas. Il me paraît qu'il y a là, pour vous, enseignants, quelque chose qui fait défaut : c'est le lien entre l'école et la formation professionnelle.

Dans notre société nous ne pouvons plus vivre en vase clos, et il s'agit maintenant d'imbriquer tous ces rouages de façon à faire un pays qui puisse progresser. Voilà quelques-unes des remarques que je voulais faire et avant de terminer, je voudrais brièvement vous donner quelques-unes de mes conclusions. Ces remarques sont fragmentaires et mériteraient chacune de longues discussions.

Je pense que l'école doit le plus rapidement possible s'adapter à la vie telle qu'on pouvait la concevoir au début de ce siècle. L'école me paraît trop conservatrice et pas assez dans le vent. Elle doit réformer un certain nombre de méthodes de travail pour augmenter son efficacité. Les liens entre l'école et la société doivent être renforcés — l'école vit trop sur elle-même et ne connaît pas assez ce qui se passe en dehors. L'école doit être le creuset dans lequel se moulient les Suisses de l'ère moderne. La carence de l'école a des répercussions sur toute l'activité de notre pays. L'école doit se pencher sur les problèmes sociaux des temps modernes. Elle a jusqu'à maintenant très peu envisagé ces problèmes. Je voudrais m'arrêter un instant sur ces problèmes sociaux ; un participant a dit ce matin : « Les jeunes Suisses ne veulent plus se salir les mains ». C'est une phrase qui est très belle, mais très fautive. Je crois qu'ainsi le problème est empoigné du mauvais côté. Si les jeunes Suisses désertent un certain nombre de professions manuelles, ce n'est pas tant parce qu'ils ont peur de se salir les mains, mais c'est surtout parce que les conditions qui sont offertes ne leur conviennent pas. Dans la société de papa, il n'y avait pas tellement de choix ; l'ouvrier horloger avait toutes les chances que ses fils deviennent horlogers, etc... Aujourd'hui l'ouvrier suisse a tout à coup devant lui une foule de professions parmi lesquelles il peut choisir, mais personne ne choisira bien sûr le métier le plus ennuyeux, le plus mal payé, le plus instable.

Or, tant que l'on continuera à payer l'ouvrier à l'heure dans des professions manuelles extrêmement intéressantes par elles-mêmes, on aura de la peine à trouver ces ouvriers.

Pourquoi 20 000 Suisses qui avaient déjà depuis longtemps passé leur apprentissage et travaillaient déjà, ont-ils déserté les professions manuelles pour aller dans des métiers du secteur des services, qui dans l'ensemble sont beaucoup moins intéressants, mais offrent en revanche une sécurité de travail que n'offrait pas les premiers emplois ? Il y a donc là une hiérarchie des valeurs à revoir. L'école doit également se préoccuper de ce problème.

L'école doit surtout former des hommes libres et refuser les tabous qui l'ont si longtemps imprégnée. L'école doit aussi permettre de raisonner et ne doit plus porter à travers un certain nombre de phrases, de textes soigneusement choisis, un ton péjoratif en parlant de l'ouvrier et des syndicats. On ne peut aujourd'hui se débrouiller tout seul. Il y a des problèmes qui dépassent l'individu et le syndicalisme n'est pas aujourd'hui à considérer péjorativement, c'est un des « groupes de pression » indispensable à la marche normale d'une démocratie, comme le sont les associa-

tions patronales. Quand l'école saura faire des hommes libres, la démocratie suisse aura fait un immense progrès.

L'école doit être de qualité en même temps que de quantité et je suis persuadé que si nous faisons tous un petit effort nous y arriverions plus vite que nous ne nous l'imaginons.

Discussion à la suite de l'exposé de M. Ghelfi

M. Barbay se demande s'il est possible d'instituer une semaine de cinq jours à l'école. Cela paraît difficilement réalisable dans le présent. Une enquête, effectuée auprès des parents d'un collège, a prouvé que 2/3 des parents ne travaillent pas le samedi et seraient favorables à la suppression des cours le samedi. Moins de 1/3 d'opposants. Les maîtres sont parfaitement conscients de cette adaptation nécessaire, mais la réticence est beaucoup plus grande de la part des autorités. Le frein vient non pas des exécutants mais de ceux qui ont le pouvoir de décision.

M. Schwaar : Il est incontestable qu'il faut beaucoup plus d'intelligence pour exercer certains métiers « manuels » que pour exercer certains métiers dits « intellectuels ».

Aujourd'hui, changement plus fréquent des métiers. Cela pose le problème de l'apprentissage. Il faudrait prévoir l'apprentissage polyvalent pour qu'un jour ou l'autre, si un ouvrier veut changer d'activité il ne soit plus perdu et que l'on puisse facilement le récupérer.

De plus en plus on veut que l'orientation soit continue, c'est-à-dire que l'on veut que l'enfant se connaisse lui-même ; l'orienteur n'aurait plus qu'à contrôler si son choix convient à ses aptitudes. Il faudrait que des pédagogues se spécialisent, non pas dans l'orientation professionnelle, mais dans l'information des élèves sur les métiers que l'on peut exercer à la sortie de l'école. La Suède est très en avance dans ce domaine. Ce serait là le moyen de diminuer les échecs.

M. Ghelfi en ayant dit que l'école était un lieu de conservatisme, n'entendait pas du tout les « instituteurs » mais ceux qui dirigent l'école qui ne discutent que dans leur cercle bien fermé. C'est dans ce cercle qu'il faudrait des réformes. Aujourd'hui il n'est plus nécessaire de faire un apprentissage de trois ans pour entrer dans un bureau car il y a des écoles « accélérées ». Mais le manuel a un apprentissage d'au moins quatre ans, a une formation beaucoup plus complète, mais il se salit les mains et en Suisse cela a toujours été considéré péjorativement. On garde dans l'esprit des préjugés qui sont en réalité dépassés. Il devrait y avoir entre l'école et ce qui vient après des liens beaucoup plus étroits.

Il faut déplorer aussi que, dans certaines régions de la Suisse romande, l'examen d'orientation professionnelle n'a pas été subi par plus de la moitié des élèves.

M. Massarenti : A Genève, depuis 2 ans, des stages ont été organisés dans l'industrie, l'artisanat et le commerce, pour tous les élèves du cycle d'orientation en collaboration avec le Service d'orientation professionnelle de M. Uldry. Les élèves font des stages « à la

demande » et pendant trois jours ils vivent la vie d'un véritable apprenti et peuvent ainsi se rendre compte si le métier qu'ils envisageaient leur plaît. Il y a également des cours d'information professionnelle (8e et 9e années) : connaissance de soi, étude systématique des métiers. En dernière année nous avons une étude du travail en général : ce qu'est un syndicat, notions sur les droits et devoirs du futur employé... Actuellement 98 % des élèves à Genève suivent un apprentissage à Genève.

Une orientation professionnelle poussée à l'extrême **risquerait** de bloquer l'avancement dans certains métiers.

Dans le rendement de l'école actuelle il y a une déperdition d'efforts et de temps. Une étude faite par la CEE montre que le nombre d'heures de travail dans tous les métiers a tendance à diminuer sauf dans le corps enseignant où il ira en augmentant. Du fait des exigences de la technique moderne, les enseignants doivent apprendre plus à leurs élèves que ce qui existait autrefois. Restent deux possibilités : augmenter le nombre d'heures, ce qui est difficile, ou augmenter la durée des études mais l'enseignement actuel est présenté sous une forme si peu intéressante que les élèves n'ont qu'une idée, c'est de quitter l'école pour aller travailler.

L'industrie trop souvent exige des diplômés sans lesquels des élèves seraient parfaitement capables d'exécuter certains métiers et qui sont refusés parce qu'ils ne les ont pas. L'OFIAMT devrait admettre deux formations : l'une avec un certificat «A», théorico-pratique, l'autre avec un certificat «B» uniquement pratique.

M. Tschoumy : Insatisfaction des jeunes gens : L'aire (du triangle de M. Ghelfi) de réalisation professionnelle de l'enfant ne correspond pas à l'aire de vœux qu'il se forme. N'y aurait-il pas intérêt à enseigner aux enfants le courage de choisir un métier ?

M. Lagnaz : Les PTT (dont il est chef du personnel) ont créé il y a quelques années un groupe d'orientation. Un des grands problèmes est de faire comprendre au corps enseignant qu'il y a un besoin non seulement de cadres dirigeants mais aussi de cadres moyens et même un besoin important et urgent. Le problème manuel nécessite toute notre attention. L'école a une tâche magnifique à remplir en préparant les jeunes gens à un travail très varié.

M. Michel : On comprend bien que les besoins de la société ne peuvent pas être ignorés par l'école mais comment l'école peut répondre à tous ces désirs ? Comment peut-elle par exemple, aider à revaloriser les métiers ? L'opposition entre travail intellectuel et travail manuel ne provient pas de l'attitude des maîtres mais du sentiment général partagé par la population.

Dans notre système scolaire le fait de suivre un collège va ouvrir un éventail de possibilités beaucoup plus larges que le fait de rester à l'école primaire, d'où cette pression qui est exercée sur l'école primaire et qui fait qu'il est très difficile pour cette école de s'en tenir à l'idéal : « l'école forme et non pas informe ». Il est à craindre que tous les désirs des milieux économiques découragent les maîtres parce que les moyens qu'on leur donne ne leur permettent pas de satisfaire à tous ces besoins. Quant à l'expérimentation en matière pédagogique, elle est nécessaire, mais on risque d'arriver à décréter des méthodes obligatoi-

res. Une des revendications que le corps enseignant doit conserver c'est la liberté dans le choix des méthodes.

M. Ghelfi : Le but des organisateurs du séminaire était certainement de poser à l'école un certain nombre de problèmes et de vous inquiéter un peu sur l'évolution de notre société. L'opération semble bien avoir réussi. Il n'est pas exact que les Suisses ne veulent pas se salir les mains, ne généralisons pas. L'orienta-

tion professionnelle détermine un métier, au lieu de déterminer un éventail de métiers et laisser un choix. Les instituteurs sont très sensibles aux problèmes que la société industrielle pose : on rencontre chez eux une compréhension remarquable.

M. Pauli : Il va de soi qu'il n'y a pas de formation sans une certaine quantité d'informations. Il faudrait que l'école se rapporte aux problèmes de tous les jours, aux problèmes que les parents se posent à la maison.

Comment l'école peut-elle préparer le futur personnel d'une grande entreprise internationale?



M. R. Décosterd

Exposé (résumé) de M. Roger Décosterd, sous-directeur, AFICO S.A., La Tour-de-Peilz

L'éducation, après avoir été confiée pendant des millénaires à la famille et à l'Eglise, est devenue une tâche de l'école associée à la famille, et il arrive que celle-là se substitue à celle-ci dans de nombreux cas. C'est une conséquence des évolutions sociales et aussi d'une certaine désintégration de la famille. Une autre

conséquence plus récente est l'éducation permanente. Avec l'accélération du progrès technique, les innombrables découvertes et leur utilisation très rapide à des fins industrielles et commerciales, le bagage intellectuel acquis à l'école est vite insuffisant. Cette grande nouveauté des temps modernes doit dicter le renouveau de l'éducation scolaire.

Voilà pourquoi l'entreprise en est arrivée à songer au recyclage périodique, au perfectionnement régulier et à l'adaptation systématique des connaissances, non seulement des cadres, mais aussi des employés et même des ouvriers.

L'économie privée se trouve en face d'une tâche nouvelle pour laquelle elle manque encore d'expérience et elle endosse une partie des responsabilités jadis dévolues à la famille et aux écoles.

* * *

Chez Nestlé, on veut veiller à ce que chaque échelon et chaque groupe professionnel bénéficie périodiquement d'une formation complémentaire pour combler les lacunes et pour adopter et élargir les connaissances professionnelles générales.

Cette politique a amené la création d'un Centre international de formation à Vevey, une espèce d'établissement d'enseignement post-universitaire, ouvert en 1963. Il veille à la formation individuelle donnée à chaque nouveau collaborateur entrant dans la société, et à la formation collective : recyclage, développement, information, cours de répétition.

Ces cours se situent à trois niveaux :

Ceux du Centre international, de 1 à 4 semaines, pour les cadres supérieurs et les cadres subsidiaires des sociétés réparties dans le monde entier.

Les sociétés d'exploitation sont responsables de la formation individuelle et collective pour les cadres et le personnel locaux.

Dans les fabriques sont formés les cadres et le personnel des fabriques.

Les cours généraux ont pour but d'élargir l'horizon des collaborateurs dans des matières pratiquement scolaires qu'il s'agit de compléter et d'approfondir ; ils sont donnés concurremment avec les cours profession-

nels. Une troisième catégorie de cours d'information, d'une durée plus brève, est donnée lorsque les besoins les demandent, ainsi que les échanges d'expériences entre cadres chevronnés, pour mettre au point la doctrine de l'entreprise dans le monde entier.

Si, chez les enseignants, l'individualisme est encore très à l'ordre du jour, cette notion est abandonnée dans le domaine individuel où la réussite individuelle n'est plus pratiquement possible.

* * *

Si l'école peut se substituer à la famille dans certains cas, cette substitution n'est plus possible dans la formation professionnelle. Il s'agit donc nécessairement d'instituer une coordination très stricte entre les objectifs et les programmes des différentes institutions responsables de l'éducation — non plus de l'enfant, mais de l'homme — d'où la nécessité d'avoir dans notre pays une politique de l'éducation qui fixerait une fois pour toutes qui fait quoi. Ainsi on limiterait le gaspillage d'énergie que l'on constate encore dans les trois secteurs de la publicité, de la recherche et de l'éducation.

* * *

Une entreprise à vocation internationale demande à son personnel, dans le domaine de l'éducation, quatre points essentiels :

1. L'employé doit disposer d'une **culture générale** suffisante pour comprendre les problèmes à résoudre.

2. Il lui faut un **caractère bien trempé**, préparé à assumer, sur le plan éthique, une responsabilité et des devoirs professionnels.

3. Une tournure d'esprit ouverte au **travail en groupe**, d'où nécessité pour l'école, qui se confine dans les travaux individuels, de préparer les jeunes au travail en groupe, car ils ne travailleront pratiquement jamais seuls.

4. Une **culture technologique de base** permettant à l'employé, après une brève initiation, d'être un élément de productivité dans une entreprise. Le succès de l'entreprise et de l'économie suisses ne peut se poursuivre et s'affermir dans la compétition internationale que dans la mesure où chaque ouvrier se sent intéressé par les questions d'organisation, d'efficacité, d'économie, de coût.

La **culture générale** consiste essentiellement à savoir se situer. « Un homme qui ne se situe pas peut être un excellent expert, mais ce n'est pas un homme de culture générale. Ce dernier possédant une spécialité sait la situer dans l'ensemble, c'est-à-dire savoir où il en est, où en est le rapport de sa spécialité avec l'ensemble. Il acquiert le sens de la mesure, de la proportion sans lequel il n'y a pas de jugement » (A. Siegfried). Cette définition fait merveilleusement ressortir les principales lacunes constatées chez nombre d'individus, par ailleurs capables dans leur métier.

Parmi les éléments de cette culture, la **connaissance des langues** est, en général, insuffisante, surtout chez le personnel romand qui, neuf fois sur dix ignore l'allemand. Les langues sont importantes pour les communications dans une entreprise internationale. Non seulement les cadres, mais les employés et les ouvriers devraient être en mesure de s'exprimer clairement dans leur langue maternelle et posséder en tout cas une, sinon deux langues étrangères.

Dans l'Europe unie de demain, nous pouvons imaginer combien cette connaissance sera un atout précieux pour l'économie suisse.

La connaissance des **mécanismes économiques** est aussi de première importance. Ces problèmes ne sont pas traités dans les programmes scolaires ou le sont sous un angle tellement abstrait qu'ils échappent à la compréhension des élèves.

Un troisième élément, c'est la connaissance de **l'évolution de la pensée contemporaine**, c'est-à-dire les idéologies politiques, philosophiques, les tendances sociologiques, qui conditionnent l'évolution du monde moderne : capitalisme, communisme, socialisme, etc. qu'on devrait aborder même à l'échelon primaire afin que les adolescents les connaissent.

Le **caractère bien tempéré** est très différent des aptitudes ; celles qui sont exigées par les études préparatoires tiennent surtout aux qualités intellectuelles tandis que le succès dans la profession dépend essentiellement des qualités de caractère : volonté, disponibilité, sociabilité, ténacité, ascendant sur autrui, curiosité, souplesse d'esprit.

Pour le **travail en groupe**, il s'agit aussi d'une tournure d'esprit qui consiste tout d'abord à accepter et à comprendre les exigences de ce travail. L'école, habituée au travail individuel, devrait déjà créer ces habitudes en revisant ses méthodes pédagogiques. Cette tournure d'esprit consiste à maintenir en éveil une certaine curiosité face à l'ensemble des problèmes qui se posent dans la vie professionnelle. L'apathie, l'indifférence de nombre de salariés de 1966 est angoissante pour l'avenir d'une économie ; pour l'employeur, il s'agit de « penser patron », de rechercher les possibilités de simplifier et rationaliser le travail, de conserver la volonté de poursuivre la formation reçue à l'école ; cette disponibilité est indispensable pour le développement d'ordre professionnel des employés et des ouvriers.

La **culture technologique de base** postule la nécessité pour l'enseignement d'aborder les branches technologiques en « collant » le plus possible aux réalités et à l'évolution prodigieuse des techniques et des méthodes. Une coordination étroite pourrait s'établir entre chercheurs d'une part, les enseignants et les industriels d'autre part.

Cette culture inclut les branches spécialisées, en fonction d'une orientation professionnelle, mais aussi l'emploi d'un certain nombre d'appareils : téléphone, dictaphone, apprentissage d'une lecture approfondie, usage de la règle à calculer, car plus personne dans une entreprise ne calcule sans elle ; c'est pourquoi, dans les mathématiques, il est inutile de pousser la virtuosité des élèves aussi loin : les mathématiques doivent être surtout utiles au développement de l'esprit logique et à la classification des idées.

Il serait bon une fois d'entamer le dialogue avec les enseignants qui doivent absolument « coller » aux réalités modernes : on ne forme pas des individus pour un monde euphorique, mais pour faire face à certaines difficultés de la vie quotidienne. En dialoguant, il faut découvrir le chemin qui permet de trouver les aménagements nécessaires pour que l'éducateur se rapproche de la réalité.

C'est là une chose difficile, car, face au corps impressionnant des enseignants, rares sont les interlocuteurs valables dans les entreprises ; si parmi celles-ci, nombreuses sont celles qui s'occupent de la formation de leur personnel, cette fonction n'est pas encore individualisée, comme la fonction technique et commerciale, avec un répondant valable. Ce n'est que récemment que les services du personnel dans les entrepri-

ses se transforment de plus en plus et qu'on leur confie les fonctions de formation. Quand cette évolution se sera généralisée en Suisse, il sera possible de créer des groupements entre responsables de la formation dans les entreprises et ceux qui peuvent agir pour la réforme des programmes scolaires. On constatera alors un décalage plus ou moins grand entre le savoir enseigné dans les écoles et son utilisation dans la vie de tous les jours : le mouvement évolutif qui emporte le monde de l'entreprise est plus rapide que celui qui anime les enseignants. Ce décalage est d'ailleurs normal et il ne sera pas possible de le combler. Le rôle de l'éducateur scolaire est aussi de sauvegarder les valeurs fondamentales de l'individu et le patrimoine que nous a laissé nos ancêtres.

L'entreprise a un rôle opposé. Son problème est d'assurer sa survie, de chercher toujours plus loin de nouveaux débouchés, de nouvelles techniques, de nouveaux produits. Ces deux objets sont donc parfaitement contradictoires et expliquent le décalage. Tout le problème, aussi bien pour l'entreprise que pour l'en-

seignement est d'en restreindre l'ampleur sans vouloir le supprimer.

En conclusion, une des conséquences qui n'a certainement pas été contrôlée par l'évolution du monde moderne, c'est le **problème des loisirs**. Jadis, la culture que recevait un homme constituait un luxe improductif. Il y a 150 ans, l'homme qui avait la meilleure éducation ne travaillait pas. Aujourd'hui, l'offre abondante d'hommes cultivés est une condition essentielle de la survie du développement d'une société. La culture est devenu un luxe que l'on ne peut plus s'offrir, les hommes cultivés étant indispensables au fonctionnement des rouages des services publics, des services de l'économie privée et des entreprises. L'homme possédant un haut degré de culture est devenu l'élément le plus actif et le plus important de la société moderne, l'élément le plus productif.

Etant donné cette évolution, ne pourrait-on pas et ne devrait-on pas parler d'une révolution dans l'enseignement qui devrait prendre une tournure résolument utilitaire ?

L'industrie métallurgique et la formation professionnelle

Exposé (résumé) de M. Jean Viot, chef du personnel, Hispano-Suiza S.A., Genève

La formation professionnelle est un problème dont l'importance échappe trop au grand public et parfois à certains employeurs. Chez de nombreux parents, on désire faire gagner de l'argent aux enfants le plus tôt possible. Chez une partie des employeurs, les difficultés de recruter la main-d'œuvre indispensable les incite à engager des manœuvres qui seront formés hâtivement à une tâche particulière plutôt que de prendre la responsabilité de donner une formation complète à un jeune par un apprentissage.

Il y a quelques mois, une enquête approfondie a été faite dans la métallurgie genevoise. Elle confirme que les industriels ont de plus en plus de peine à recruter des apprentis ; qu'ils ont de plus en plus de peine à s'attacher les ouvriers qualifiés qu'ils ont formés ; qu'il est de plus en plus difficile de recruter du personnel qualifié. Qu'est-ce donc qui attire les jeunes gens vers la métallurgie ? Qu'est-ce qui les rebute ?

On constate qu'à Genève, de 1910 à 1960, les unités de travail ont passé de 6000 à 4000 dans le secteur primaire, de 35 000 à 56 000 dans le secteur secondaire et de 40 000 à 82 000 dans le secteur tertiaire, alors que la population active augmentait de 82 000 à 136 000. Alors donc que le secteur primaire s'atrophiait, on constate le gonflement des deux autres secteurs.

Parmi les besoins propres à la catégorie socio-professionnelle dont nous parlons, arrêtons-nous aux besoins de sécurité, de promotion, de formation.

Le besoin de sécurité s'articule en deux directions : à court terme (salaire mensuel) et à long terme (sécurité pour l'avenir).



M. J. Viot

A court terme, alors que le salaire à l'heure ou au rendement place l'ouvrier dans un perpétuel sentiment d'insécurité, le salaire au mois lui donne l'impression d'une grande stabilité et surtout, il est en général considéré comme une promotion. Le salaire aux pièces ou à l'heure empêche radicalement l'ouvrier de connaître à coup sûr son gain de fin de mois.

A long terme, l'avenir est encore obscurci par l'absence dans certaines entreprises de caisses de retraite valables. Les carences donnent à l'ouvrier un complexe d'infériorité vis-à-vis de sa famille et de la société. A long terme toujours, l'idée que la métallurgie n'a pas d'avenir semble jouer un rôle important.

* * *

Où se place la métallurgie aujourd'hui ?

A court terme, il est rare de voir des ouvriers qualifiés payés au mois. Si la métallurgie assouvit le besoin d'un gain assez élevé, elle ne satisfait pas les besoins concernant les modalités de ce gain.

A long terme, les caisses de retraite des entreprises n'assurent, dans leur majorité, qu'une satisfaction partielle de ce besoin, alors que dans le secteur tertiaire, règne le salaire au mois et les caisses de retraite sont généralisées.

Ainsi, ce qui attire les gens vers le tertiaire, où les gains sont souvent inférieurs à ceux qu'offre la métallurgie, c'est surtout la satisfaction du besoin de sécurité.

Enfin, l'idée que le tertiaire c'est l'avenir ne tient pas compte du fait que souvent cet avenir apportera l'exécution de tâches moins intéressantes et moins valables que celles exécutées dans l'industrie. Mais, au moment du choix, le jeune homme — et ceux qui l'influencent — comparera deux situations générales globales, où la tâche en tant que telle n'intervient que pour une partie du choix.

* * *

Le besoin de promotion peut revêtir pour les jeunes deux formes : chercher un niveau de plus en plus élevé de qualification, par l'école, ce qui est une des sources de la démocratisation des études ; chercher à l'intérieur de la profession une filière d'avancement.

La métallurgie genevoise satisfait ce besoin selon deux cas : la promotion du type **institutionnel** : l'ouvrier qualifié devient chef d'équipe ou contremaître. Cette promotion est réservée à une élite ; elle demande des qualités de caractère, mais les postes à pourvoir sont assez rares (5 à 10 %).

Le deuxième cas voit l'ouvrier qualifié devenir outilleur, monteur, etc., il est beaucoup plus répandu que le premier (15 à 20 %) et demande plusieurs années de formation.

Dans les autres secteurs, la promotion n'est pas plus aisée, mais, dans l'opinion des gens, on caresse des espoirs qui, pour ne pas être éternels, ne sont pas moins agissants dans l'esprit du jeune homme, tandis que dans la métallurgie on s'imagine qu'il n'y a guère de promotion possible et celle du deuxième type est peu connue.

* * *

Le besoin de formation est né dans la société industrielle. La formation sur le tas n'est plus suffisante et le besoin de savoir est très répandu. La métallurgie genevoise répond à ce besoin : bonne formation professionnelle, instruction dans de nombreuses disciplines, école complémentaire, effort des entreprises ; on arrive même à un certain déséquilibre : les jeunes sont

instruits dans certains domaines qu'ils n'auront pas l'occasion d'utiliser. Ces connaissances élargissent leur champ de vision et ils sont moins satisfaits de leur métier. De plus, dès la fin de l'apprentissage, le jeune perd contact avec l'instruction pour passer brusquement dans le monde de la production. L'apprenti est cependant conscient qu'il a beaucoup à apprendre s'il veut être valablement qualifié ; il a peur de se voir astreint à un travail en série sur la machine où il ne peut utiliser pleinement ses connaissances. Il déplore de perdre le contact avec les maîtres d'apprentissage, et aussi le manque de coordination entre la pratique à l'usine et la théorie à l'école ; de plus, il souffre dans son désir de culture générale de voir que l'enseignement du français, de la correspondance, de la géographie, etc., ne soit pas poussé plus à fond et plus longtemps.

A l'école obligatoire, il existe un manque d'information sur les apprentissages à la disposition des élèves terminant l'école. Il est vrai qu'un effort certain a déjà été fait, notamment par les visites dans les usines, mais il faudrait aller plus loin et les professeurs, d'une part, et les usines, d'autre part, devraient mieux faire connaître le métier de mécanicien.

* * *

Ecole de qualité ou école de quantité ? Malgré le grand besoin actuel des usines en ouvriers spécialisés qui peuvent dans la majorité des cas recevoir une formation sur le tas et desquels il n'est pas exigé un certificat d'apprentissage, je rejoins mes collègues qui disent : Il n'y a pas de doute, il faut choisir l'école de qualité.

Pour terminer, je me permets de vous rappeler ce qu'a dit le Conseil fédéral à ce sujet dans son message à l'Assemblée fédérale concernant le projet d'une loi fédérale sur la formation professionnelle : « Le remplacement du travail manuel et musculaire par le travail mécanique, l'essor toujours plus accentué de la mécanisation et l'importance grandissante de l'automatisation ont provoqué un fort accroissement de la demande de main-d'œuvre qualifiée de tous les degrés de la hiérarchie professionnelle tant dans les branches industrielles de nature spécifiquement technique que dans les professions du secteur tertiaire. L'étude, la construction, le réglage, la réparation des machines et des installations compliquées et coûteuses exigent non seulement de l'employé un sens technique plus développé et une connaissance plus étendue du matériel, mais aussi une attention plus soutenue et un sens accru des responsabilités.

» La progression ininterrompue de la production accroît les besoins personnels de formation technique capable d'établir des projets, de construire, d'organiser le travail, de surveiller les délais et de calculer le salaire des ouvriers travaillant « aux pièces ». C'est la raison pour laquelle on a constaté ces dernières années un fort accroissement de la demande du personnel technique — ingénieur, technicien, et personnel de la catégories des cadres inférieurs — alors que le nombre des ouvriers non qualifiés est en régression. De même on remarque que les besoins en personnel qualifié pour le vaste domaine des achats, de l'administration du matériel, du calcul des prix ont augmenté. Dans l'industrie des machines et dans l'industrie métallurgique 3,3 % des travailleurs appartenaient en 1900 à la catégorie des employés techniques, en 1950 la proportion s'élevait déjà à 9,6 % et il y a lieu de présumer qu'elle a encore augmenté au cours des dix dernières années. »

* * *

Tout récemment, M. Holzer, directeur de l'OFIAMT, s'est exprimé sur la formation professionnelle, il a brossé un tableau circonstancié des changements intervenus au cours de ces dernières années : les Etats industrialisés manquent de main-d'œuvre, la répartition des travailleurs selon les secteurs s'est modifiée en faveur du tertiaire. Les indépendants diminuent autant en chiffres relatifs qu'en chiffres absolus. Le centre de gravité de la production industrielle ne cesse de se déplacer de l'atelier vers les bureaux.

La distinction jadis admise entre les travaux intellectuels et manuels est de plus en plus problématique, en fait toutes les professions s'intellectualisent. A l'avenir, M. Holzer voit les changements de professions devenir plus fréquents encore. Aujourd'hui déjà, on pratique souvent d'autres professions que celle pour laquelle on a été formé. Le changement de profession est jugé négativement bien souvent encore, cependant cette mobilité est un facteur important pour le marché du travail. Cette mobilité est d'ailleurs une expression de l'ambition professionnelle qui a gagné toutes les couches de la population et qui est un facteur important de la dynamique sociale. Il est nécessaire de développer les études supérieures, il ne faut pas négliger pour autant les autres problèmes de relègue. Notre économie n'a pas besoin d'universitaires seulement.



Des auditeurs réceptifs

Discussion à la suite de l'exposé de MM. Décosterd et Viro

Quelques interventions

M. Menoud : Ce ne sont pas les enseignants qui sont en mesure de changer les programmes mais ils sont d'accord pour réviser les méthodes. En revanche, M. Menoud s'élève contre une philosophie imposée à l'école par une grande entreprise. Economie et culture ne sont pas nécessairement identiques.

L'école ne peut pas uniquement avoir le souci de l'efficacité. Il faut tenir compte de la nécessité de former la personnalité des individus.

M. Menthonnex : L'école n'est pas responsable de la difficulté qu'ont les apprentis à s'adapter aux travaux qui leur sont demandés, mais de leur niveau intellectuel.

M. Décosterd : Question de l'efficacité : l'efficacité des instituteurs consiste à fournir des jeunes gens ayant du caractère, le sens de la responsabilité, du jugement, de la répartie.

M. Besson exprime le désir que les cadres politiques et d'enseignement soient présents plus nombreux à de pareils séminaires.

M. Jaton : L'école doit se tourner de plus en plus vers la formation d'hommes complets mais il est difficile de donner une « culture générale suffisante » pour chaque industrie. Et la grande difficulté vient de ce que tout le monde réclame des hommes et tout le monde veut ajouter à cet homme un certain nombre de connaissances minimum.

M. Décosterd précise que cette « culture suffisante » s'applique à tous ceux qui veulent faire une carrière dans une entreprise à vocation internationale. Ce qu'il faut surtout faire au niveau primaire c'est former le caractère.



Un auditoire attentif

Compte rendu des rapports des groupes Groupe A (rapporteur M. Berruex - condensé)

Les représentants de l'industrie réaffirment que le choix des matières importe moins que l'esprit qui règne à l'école.

L'école doit développer l'esprit de collaboration et d'équipe dont l'industrie a besoin. L'école doit développer des personnalités. Tout élément sans rapport avec la vie active manque d'intérêt. Le développement de l'individu en vue de son activité professionnelle est important mais il faut aussi le préparer à la vie. L'école doit développer goût et jugement. Enseigner, c'est donc choisir. Une orientation définitive ne doit pas intervenir trop tôt. Des problèmes de réorientation

en cours d'études pourraient être résolus par la création de nombreuses passerelles et d'établissements à tous les niveaux d'heures de rattrapage et d'heures d'appui.

La pré-orientation professionnelle pure ne peut se faire valablement qu'à l'âge de 15 ans. Elle est l'affaire de l'école et non point encore des milieux professionnels. Cela n'empêche pas cette orientation pré-professionnelle d'être liée à une étude des besoins de l'économie. Si l'école désire orienter elle désire aussi voir l'industrie utiliser au mieux la compétence des apprentis qu'elle lui fournit. Le problème du choix post-professionnel reste posé. Il faut inviter les jeunes à embrasser des professions complètes et non des quarts de profession. Démocratisation ne signifie nullement nivellement par le bas. L'école traditionnelle conserve toute sa valeur mais elle doit évoluer et s'adapter aux nécessités de la vie actuelle et de la vie de demain.

Groupe B (rapporteur M. Menthonnex)

Tous les orateurs : pas devant un dilemme, pas à choisir entre une école de quantité et une école de qualité, mais que les nécessités de l'économie nous contraignent à enseigner à un nombre accru d'élèves une quantité de pouvoirs d'une qualité mieux adaptée à la production industrielle. Mais en fait les enseignants se trouvent devant une situation difficile : le niveau intellectuel moyen de toutes les classes a baissé par rapport à la situation il y a 20 ou 30 ans. Certaines déceptions, mais l'économie ne doit pas nous demander l'impossible : l'école ne pourra contribuer au développement des caractères, donner une meilleure ouverture d'esprit, etc. que si l'enseignant n'est pas constamment soucieux d'accomplir un programme encyclopédique.

Deux causes à cette enflure de programme :

1. Le désir des auteurs de manuels de présenter une œuvre irréprochable.

2. La crainte des enseignants d'avoir laissé de côté tel aspect de l'enseignement tenu pour fondamental par certains parents, par telle autorité ou par tel employeur.

Il faut du courage à l'enseignant pour laisser certains sujets de côté et pour ne pas craindre les reproches qu'il pourrait encourir.

Propositions

Programme de base délimité par expérimentation.

► Nos manuels sont trop touffus et ne visent pas d'abord à l'essentiel. Difficile d'élaborer un programme minimum convenant à toutes les professions.

► Pour les élèves faibles on doit se demander : Que peuvent-ils apprendre, que doivent-ils savoir ?

Il s'agit de déterminer un choix de connaissances qui présente l'efficacité maximum. Les exigences doivent rester élevées sur ce programme de base. Les élèves doivent monter volontiers sur cette échelle qui est la formation permanente. Après les programmes surchargés, la façon de coter les travaux est une rude source d'échecs. La troisième source des échecs peut être située dans les méthodes que l'on a accusées au cours de ces deux journées. La programmation est un système relativement monotone qui ne correspond pas à la majorité des élèves. La méthode des enquêtes et du travail personnel facilite l'apprentissage du travail collectif, apprend à collaborer. Mais cette méthode est relativement lente.

Lorsqu'on parle d'échecs scolaires il faut préciser qu'il s'agit dans de nombreux cas de retard scolaire.

Les principales causes d'échecs scolaires proviennent :

1. Des programmes imposés toujours plus denses et moins adaptés aux possibilités réelles des enfants.

2. De la démocratisation des études qui ouvre largement la porte des écoles secondaires à des élèves qui n'ont pas forcément les possibilités intellectuelles d'y entrer.

3. Drainage des enfants capables d'entreprendre des études dans des couches de population formées de parents incapables d'aider.

4. De la dispersion des intérêts inhérents à la vie moderne : TV, radio, sports...

5. Du manque d'entraînement à l'effort et à la concentration qui provient aussi du genre de vie actuel et de l'exemple des adultes donnant plus d'importance aux loisirs qu'au travail.

Les remèdes sont difficiles à trouver. Il est impossible de modifier la société dans laquelle les enfants vivent. Il est impossible de diminuer les exigences de l'école.

Les méthodes d'enseignement peuvent être réformées mais les difficultés n'en seront pas supprimées pour autant.

Le meilleur moyen : adapter un programme minimum accessible à chacun et des branches à option.

La spécialisation crée une divergence entre la préparation scolaire et les exigences à l'admission professionnelle.

Les programmes scolaires n'évoluent pas en fonction du développement de l'économie. Un programme d'étude reste en fonction 20 à 30 ans. Il faudrait donc une étude systématique et permanente des programmes. Le problème pour l'école est avant tout de résister à la tentation de multiplier des disciplines et d'enfler les programmes pour concentrer son effort sur le développement de la pensée libre, l'esprit critique positif... Cela implique une révision périodique des plans d'étude, des programmes basés sur une expérimentation scientifique tenant compte des besoins nouveaux d'une société en rapide mutation.

Se préoccuper de faire appel à la participation active des élèves, à leur esprit d'initiative.

Mise au point d'un équipement scolaire adéquat.

Ecole permanente : perfectionnement dans l'entreprise. Ecole : préparer et favoriser l'école permanente.

Si l'école doit évoluer dans le sens désiré par les milieux patronaux et syndicaux il est indispensable que ces derniers lui fournissent la collaboration nécessaire à la réalisation de ces vœux.

Groupe C (rapporteur M. Menoud - résumé)

Groupe C est d'accord avec les postulats de M. Pauli. Tout ce qu'a soulevé M. Pauli est contenu dans le rapport de « l'Ecole romande ». Il faut admettre que nous faisons de l'impressionnisme pédagogique parce que nous n'avons pas comme l'industrie un centre de recherche outillé avec des savants qui ont des loisirs et qui sont rompus aux interprétations des résultats.

Notre groupe a mis l'accent sur l'élaboration d'un centre de recherche. Cela demande évidemment des crédits et des hommes. Malgré tous les griefs que l'on fait à l'école il faut admettre qu'un système scolaire est le reflet d'une société. On aurait aimé que M. Ghelfi nous dise comment l'ouvrier face aux grandes concentrations industrielles devra faire.

On ne peut pas transposer des méthodes d'efficacité valables pour l'industrie dans un domaine moral.

L'efficacité n'est pas un critère de civilisation. Le programme des cours professionnels ne tient pas compte de ce qui est fait à l'école. L'école doit dialoguer pour garder des valeurs humaines.

Groupe D (rapporteur M. Besençon)

1. Facteur quantité

En ce qui concerne l'école primaire le facteur quantité ne joue pas un rôle prépondérant comme l'a fait remarquer M. Pauli. L'enseignement secondaire, lui, a vu modifier ces conditions de travail par l'arrivée d'une masse d'élèves dus à la démocratisation des études. Dans l'école de « papa », l'enseignement secondaire était réservé à un petit nombre d'élèves mal triés (école de classe). Avec la démocratisation des études, l'étude secondaire a à s'occuper d'un grand nombre d'élèves également mal triés (défaut d'orientation).

2. Facteur qualité

Le facteur quantité constitue une donnée fixe pour l'école primaire en tout cas. Le facteur qualité est le seul sur lequel nous puissions agir. Nous avons donc essayé de définir l'école de qualité :

Une école de qualité tient compte des aptitudes des élèves en s'efforçant de les développer au mieux.

Il n'y a pas opposition entre école de quantité et école de qualité. Une question se pose alors : Comment améliorer la qualité ? Constatons tout d'abord qu'il y a eu des réalisations dans ce but, réalisations timides il est vrai : classes à option, divisions pratiques, etc...

Depuis longtemps, l'enseignement secondaire a compris la nécessité de diversifier les enseignements pour les meilleurs élèves. A plus forte raison est-il nécessaire de diversifier l'enseignement pour l'école de masse que représente l'école primaire et les divisions pratiques.

Dans ce dernier enseignement les possibilités d'orientation doivent être multiples. Il conviendrait de renoncer au maître unique afin que chaque élève puisse développer ses possibilités au maximum.

La révision des méthodes paraît nécessaire. En effet la plupart du temps elles ont été établies par des instituteurs, ou des inspecteurs qui n'ont jamais rien vu d'autre, sans souci d'une recherche scientifique.

Il conviendrait de les faire établir par des spécialistes conscients des données pédagogiques. (Exemple : géométrie de M. Pauli.) Les méthodes d'analyses et de validation propres à l'enseignement programmé pourraient être utilisées. Il conviendrait enfin de définir clairement les buts de l'école. Une amélioration des équipements des écoles est indispensable. Là, nous constatons que l'école secondaire fréquentée par des élèves doués pour l'abstraction est souvent mieux équipée en matériel d'enseignement que l'école primaire. En effet, les élèves doivent pouvoir expérimenter eux-mêmes et non assister à une leçon de prestidigitation du maître. Pour acquérir cet équipement l'aide de l'industrie est souhaitable. L'école doit préparer à l'utilisation saine des loisirs.

3. Révalorisation des métiers manuels

Il convient d'éviter les retours en arrière blessants. A ce propos le remplacement des concours d'admission aux écoles secondaires (où le ballottage est roi) doit être remplacé par une orientation véritable. Une information générale objective devrait être donnée aux parents et aux élèves. Cette information ne doit pas hésiter à

aller à contre-courant de la mode si c'est nécessaire.

Nous devons reconnaître que la différence entre professions manuelles et intellectuelles est très difficile à établir. Le travail de l'employé de bureau qui copie des adresses est-il celui d'une profession intellectuelle ? La situation sociale de certains métiers doit être améliorée (payés à l'heure, intempéries - caisse de retraite).

Certaines enquêtes contribuent à dévaloriser les professions manuelles (enquêtes qui donnent les pourcent d'admission à l'Université : tant pour-cent des fils de cadres, tant pour-cent des fils d'ouvriers. Toutes ces enquêtes sont axées sur l'Université).

Discussion après les rapports

M. Pfulg. La civilisation et la culture peuvent se juger aussi par leur efficacité. L'efficacité se mesure à des détails dans la vie pratique.

M. Veillon. L'année dernière nous avons exprimé le vœu ferme de voir participer à ces journées non seulement des enseignants mais également des représentants des milieux économiques. Cela s'est fait dans une mesure encore légère mais j'espère que ce mouvement s'accentuera. Un tel séminaire ne peut avoir une valeur de dialogue que dans les deux sens. Le corps enseignant a aussi un souci d'efficacité mais les décisions ne lui appartiennent pas.

Les milieux économiques sont en mesure de constituer un groupe de pression capable de secouer un peu l'apathie des gens des milieux officiels.

Plusieurs brèves interventions à la fin des rapports.

Synthèse de M. Barbay. Il semble que de tout ce que nous avons discuté ressort un refus de nous laisser enfermer dans un dilemme « Ecole de qualité ou école de quantité ». Tous les orateurs ont marqué leur volonté de faire l'école de la meilleure qualité pour tous les élèves.

Des exposés présentés par les représentants de l'économie nous avons retiré quelques éléments qui permettraient l'amélioration de notre école. Sans entrer dans les détails je crois pouvoir les caractériser en disant : plus d'éducation, moins d'instruction. Dans les programmes, dans les méthodes, il est urgent que nous repensons notre enseignement. Sans attendre la grande et belle réforme que nous souhaitons nous devons nous demander s'il n'est pas dans les propositions qui nous ont été faites, certaines améliorations qui peuvent être apportées, dans les limites normales de notre liberté d'action.

Nous déplorons vivement l'absence à ce séminaire de ceux qui détiennent le pouvoir de décision.

Nous pensons que les arguments qui ont été apportés aujourd'hui permettront aux représentants de nos associations d'insister avec toujours plus de vigueur sur la réforme de l'enseignement indissoluble de l'école romande.

Bilan positif donc grâce à votre participation aux discussions et aux travaux de groupe, grâce aux exposés particulièrement riches, grâce aux organisateurs du CIPR.



Vins fins de Neuchâtel

Blanc/rouge
Œil de Perdrix

Spiritueux du tonnerre
Médaille d'or Expo 64

Tél. 038 7 72 36

Librairie **PRIOR** Cité 9 - Tél. 25 63 70
GENÈVE



achète
vend
échange

tous les livres neufs et d'occasion et tous les livres
d'école

Votre fournisseur pour :

Toutes fournitures pour l'enseignement de la reliure et
du cartonnage :

Toiles, simili-cuirs, papiers et cartons en tous genres,
chevillères, tranche-fils, rubans, cordonnets, colles,
fournitures, outils, machines.

Alfred Ramseyer AG

Berne, rue Erlach 16 b
Telefon (031) 23 58 58

Alder & Eisenhut AG

75 ans 1891-1966

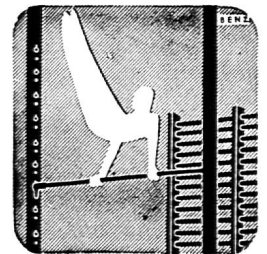
Fabrique d'engins de gymnastique, de sport
et de jeux

KOSNACHT-ZH
Tél. (051) 90 09 05

Fabrique Ebnat-Kappel/SG

Nos fabrications sont conçues sur
les exigences de la nouvelle
école de gymnastique

Fourniture directe aux autorités,
sociétés et particuliers



école
pédagogique
privée

Floriana

Direction E. Piotet Tél. 24 14 27
Pontaise 15, Lausanne

- Formation de
gouvernantes d'enfants,
jardinières d'enfants
et d'institutrices privées
- Préparation au diplôme intercantonal
de français

La directrice reçoit tous les jours de
11 h. à midi (sauf samedi) ou sur ren-
dez-vous.

Fournit SA 4806 Wikon

Tout le matériel
pour le cours de cartonnage et reliure.

Demandez nos collections de toile, pa-
pier, outils.



FOURNIT S.A., WIKON

Tél. (062) 8 17 81

La Mutuelle Vaudoise Accidents
a passé des contrats de faveur
avec la Société pédagogique
vaudoise, l'Union du corps ensei-
gnant secondaire genevois et
l'Union des instituteurs genevois

Rabais sur les assurances accidents

Deux assurances
de bonne compagnie



Mutuelle
Vaudoise
Accidents

Vaudoise
Vie

J.A. Bibliothèque
Nationale Suisse
Montreux 1
3000 BERN E